IdeAs

Idées d'Amérique

12 | 2018

Le tourisme dans les Amériques

Trump, les femmes et l'avortement

Fatma Ramdani

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ideas/4489>

DOI : 10.4000/ideas.4489

ISSN : 1950-5701

Éditeur

Institut des Amériques

Référence électronique

Fatma Ramdani, « Trump, les femmes et l'avortement », *IdeAs* [En ligne], 12 | 2018, mis en ligne le 15 novembre 2018, consulté le 18 octobre 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ideas/4489> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ideas.4489>

Ce document a été généré automatiquement le 18 octobre 2022.

Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International
- CC BY-NC-ND 4.0

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>

Trump, les femmes et l'avortement

Fatma Ramdani

- 1 Lors de la campagne électorale de 2016, les Américains ont découvert un candidat aux propos vulgaires, méprisant sa rivale, et qui plus est, se trouve accusé d'une vingtaine d'agressions sexuelles et de harcèlement. Or ce candidat, qui banalise le sexisme et la violence contre les femmes aux yeux du monde en affichant une masculinité outrancière, a été élu 45^e président des États-Unis. Depuis son arrivée à la Maison-Blanche, D. Trump incarne, par conviction ou par opportunité politique, cette Amérique obsédée par une revanche à prendre sur le premier président afro-américain. Cette Amérique qui craint une prise de pouvoir par les minorités, qu'elles soient raciales ou sexuelles, compte bien remporter « la guerre contre les femmes » (Faludi S., 1991).
- 2 Un rappel historique de l'évolution de l'offensive contre l'arrêt *Roe v Wade*, la décision historique de la Cour suprême qui a dépénalisé l'avortement en 1973, permettra de mieux comprendre les enjeux autour de la question polarisante de l'avortement. À un mois de l'élection de mi-mandat, Trump a tenu la principale promesse faite aux ultraconservateurs, électorat décisif dans son élection, la nomination de deux juges conservateurs à la Cour suprême dont les décisions marqueront les droits des femmes pour des décennies à venir.

L'avortement ou la guerre culturelle de l'après-guerre froide

- 3 Au milieu des années 1960, la mobilisation des féministes commence à porter ses fruits avec l'abrogation de la loi Comstock de 1873 interdisant la circulation de toute information sur la contraception, l'avortement et la distribution de moyens contraceptifs. En 1968, R. Reagan, alors gouverneur républicain de Californie, signe l'une des premières lois aux États-Unis, dépénalisant l'avortement. Progressivement, les États emboîtent le pas à la Californie car aux États-Unis, ce sont alors les États fédérés qui légifèrent sur cette question¹. Il faut attendre la décision de l'arrêt *Roe v. Wade* du 22 janvier 1973 pour que l'avortement devienne un droit constitutionnel pour

toutes les Américaines. Cet arrêt confirme le principe de la liberté individuelle de décision en matière de procréation. Toutefois si ce droit est absolu pendant le premier trimestre, il s'efface au profit des États dès la constatation de la viabilité du fœtus, soit entre la 24^e et 28^e semaine (sauf si la santé ou la vie de la mère sont en danger). Depuis l'arrêt *Roe V Wade*, le mouvement pro-vie s'est transformé en un mouvement national organisé dont la mobilisation ininterrompue au cours de ces 45 dernières années a réussi à rendre quasi-caduc l'arrêt historique.

Main libre donnée aux États et des lois de plus en plus restrictives

- 4 Le bref aperçu suivant résume la portée des mesures restrictives.
 - Plus de 330 amendements pour la sainteté de la vie ont été introduits au Congrès depuis 1973 (Human Life Action, 2018).
 - Dès 1976, l'amendement Hyde interdit la prise en charge de l'avortement par l'assurance publique *Medicaid*, l'aide médicale réservée au plus démunis (sauf en cas de grossesse issue de viol, d'inceste ou de danger pour la vie de la mère).
 - En 1992, l'arrêt *Planned Parenthood of Southeastern Pennsylvania v. Casey*, consolide le pouvoir des États en matière de régulation de l'accès à l'avortement.
- 5 À ce jour :
 - Plus de 29 États sont désormais classés dans les États hostiles ou extrêmement hostiles à l'avortement (Guttmacher Institute, 2018).
 - 17 États interdisent l'avortement à la viabilité du fœtus, soit après 20 semaines, même en cas de danger pour la vie de la mère.
 - L'Iowa a voté une loi interdisant l'avortement dès la détection des premiers battements du cœur, soit à 6 semaines de grossesse (la Cour suprême a depuis invalidé la constitutionnalité de cette loi).
 - Aux élections de mi-mandat de novembre 2018, l'Alabama et la Virginie Occidentale ont adopté des amendements limitant le droit à l'avortement.

Une histoire humiliante et violente

- 6 Aux États-Unis, la polarisation de l'avortement est une histoire violente, marquée d'une rhétorique culpabilisante et humiliante, justifiée le plus souvent au nom de la doctrine religieuse. Les femmes y ayant recours sont accusées d'avoir fait un pacte avec le diable, d'être les ennemies de l'humanité et les principales responsables d'un holocauste humain, de violer le principe de la dignité et de l'aspect sacré de la vie humaine. Des mesures intimidantes telles que les lois sur les échographies obligatoires, l'instauration d'une période de réflexion de 72 heures avant la pratique de l'acte ou alors les prêches et insultes à l'entrée sous escorte des cliniques visent à dissuader les femmes de mettre fin à leur grossesse.
- 7 L'histoire de l'avortement est également une histoire traversée de scènes violentes inattendues : attaques à la bombe contre les cliniques et meurtres de médecins. Au total, à ce jour, plus d'une quinzaine de personnes ont payé de leur vie pour avoir pratiqué des avortements, sans oublier les menaces de mort envoyées quotidiennement aux familles du personnel hospitalier des cliniques d'IVG. Encouragés par les avancées technologiques, les groupes *pro-vie* usent désormais d'une stratégie payante qui consiste à s'attaquer directement à la profession médicale, via des campagnes de choc

d'imagerie de battements de fœtus, ou encore de fœtus avortés, de diffusion de fausses informations sur les risques liés à l'avortement (augmentation du cancer des seins ou de l'utérus), de décrédibilisation et remise en cause du savoir médical. Les lois connues sous le nom *TRAP* (*Targeted Regulation of Abortion Providers*) ont entraîné la fermeture de dizaines de cliniques dans tout le pays en raison des mesures d'hygiène et de sécurité draconiennes imposées. Leur efficacité est indéniable : 6 États (le Mississippi, le Kentucky, la Virginie Occidentale, le Wyoming, le Dakota du Nord et du Sud) n'ont plus qu'une seule clinique pratiquant l'IVG.

- 8 L'arrivée de D. Trump à la Maison-Blanche a encouragé les groupes pro-vie à redoubler d'efforts. Pour la seule année 2017, 26 États ont mis en place 53 mesures de restrictions à l'avortement. Par ailleurs, on assiste à la prolifération de centres de santé, sortes de centres de grossesse installés à côté des cliniques d'avortement. Ces centres usent de subterfuges pour attirer les patientes en leur proposant une échographie gratuite et les dissuader de mettre fin à leur grossesse. À ce jour, on dénombre environ 4 000 de ces centres, soit cinq fois plus que le nombre de cliniques d'IVG au niveau national (Naral Pro Choice, 2018).

Un président pro-vie à la Maison-Blanche ou le retour annoncé d'une Amérique puritaine et virile

- 9 Depuis la présidence R. Reagan, la question de l'avortement s'est invitée au cœur des débats des campagnes présidentielles et marque le retournement de la philosophie conservatrice dans les questions sociétales aux États-Unis. Le financement du planning familial et l'accès à la contraception sont devenus des enjeux d'intérêt idéologiques irréconciliables au sein de la société américaine et de luttes partisans exacerbées par les rapports de pouvoir entre État fédéral et État fédéré. À l'instar de R. Reagan, ou encore G. H. W. Bush, qui fut l'un des principaux promoteurs des programmes de planning familial au Congrès dès le début des années 1970, D. Trump n'hésite pas à faire volte-face sur la question pour des considérations électorales.
- 10 Bien qu'à titre personnel D. Trump soit le moins religieux des candidats, préférant sa partie de golf à la messe du dimanche matin, il a su motiver les évangéliques chrétiens pendant la campagne présidentielle, promettant la nomination de conservateurs à tous les niveaux des branches décisionnelles, et en particulier à la Cour suprême.

Une armada d'ultraconservateurs à tous les échelons

- 11 Ministres et responsables s'illustrent par leur discours contre les droits des femmes – remise en cause de l'efficacité des moyens contraceptifs, lois contre les programmes d'éducation sexuelle au profit des programmes d'abstinence, interdiction du recours à l'avortement pour les immigrées enfermées dans les centres de détention de l'immigration – ou ont été à l'initiative de lois les plus restrictives en matière d'avortement. À la tête de ce dispositif et principal conseiller de D. Trump en la matière, le vice-président, M. Pence, qui en tant qu'ancien gouverneur de l'Indiana avait co-sponsorisé des lois contre l'avortement thérapeutique et pour l'obligation de funérailles pour le fœtus avorté, cette dernière ayant été jugée inconstitutionnelle par la Cour suprême (Collins G., 2017).

- 12 Lors de la 45^e édition de la Marche pour la vie organisée en janvier 2018 à Washington, M. Pence, au nom du Président Trump qu'il qualifie de président le plus pro-vie de l'histoire des États-Unis, annonce l'avènement d'une ère nouvelle en voie de restaurer la culture de la vie grâce à l'émergence d'une génération pro-vie (White House, janvier 2018). D. Trump devient le premier président américain à s'adresser aux participants de la Marche pour la vie, via discours satellite. Puis, l'annonce surprise du départ à la retraite du juge Anthony Kennedy de la Cour suprême en juillet 2018 vient parachever le dessein de D. Trump. Après la confirmation de son nommé Neil Gorsuch à la Cour suprême en avril 2017, D. Trump a pu nommer un second juge, Brett Kavanaugh, malgré le témoignage d'agression sexuelle par le professeur Christine Blasey Ford auprès de la commission sénatoriale. Force est de constater que D. Trump est dorénavant entouré d'une équipe déterminée à faire de l'avortement une « chose du passé » pour reprendre les propos de M. Pence. Le terrain étant préparé pour un potentiel « Après Roe », D. Trump compte en accélérer le processus en s'attaquant directement aux programmes et centres de planning familial.

Attaque frontale contre le planning familial à l'étranger et aux États-Unis

- 13 À peine installé à la Maison-Blanche et deux jours après la Marche historique des femmes le 21 janvier 2017 – organisée en réaction à son investiture et qui a rassemblé des centaines de milliers de participantes à Washington et autres villes américaines – D. Trump signe son premier décret présidentiel (*executive order*), entouré uniquement d'hommes blancs, « le *Global Gag Rule* » ou la règle du bâillon mondial qui interdit tout financement fédéral aux organisations non gouvernementales dont les actions soutiennent de près ou de loin l'accès à l'avortement. Adoptée pour la première fois par le président Reagan en 1984 lors de la seconde conférence internationale sur la population à Mexico, cette mesure met fin à plus de vingt-cinq ans d'engagement dans le domaine des programmes de planification familiale à l'étranger.
- 14 Au niveau national, D. Trump s'attèle à saper le système de couverture de santé universelle votée en 2010 sous Obama. L'*Obamacare* ou *Affordable Care Act* (ACA) a permis à 55 millions d'Américaines d'avoir accès aux programmes de planning familial dans leur couverture sociale. Usant de stratégies de contournement, D. Trump annonce une série de mesures qui visent à sonner le glas des programmes de planning familial aux États-Unis.
- 15 En octobre 2017, D. Trump annule l'obligation de remboursement de la contraception par les employeurs, l'une des clauses de l'ACA. Cette exemption, déjà accordée aux institutions religieuses, s'étend dorénavant aux entreprises privées également. Ainsi, à la seule annonce de cette mesure, nombre d'Américaines ont opté pour la pose d'un stérilet. Dans l'Amérique de D. Trump, c'est l'État qui dicte les choix des Américaines en matière de procréation. Puis fin mai 2018, il se lance dans un projet d'amendement du *Title X*, un des programmes phares du *Medicaid*, voté sous R. Nixon avec l'aval des Démocrates et des Républicains au Sénat. Sous le *Title X*, les agences de planning familial reçoivent des financements fédéraux pour les programmes de santé génésique, à savoir accès à la contraception, suivi de grossesse, dépistage des cancers. D. Trump propose un décret sur la liberté religieuse et le respect des objections de conscience. Les médecins et infirmières des centres de planning familial subventionnés par le *Title*

X n'auront plus à fournir des informations sur les cliniques pratiquant d'IVG. Un regroupement de médecins a qualifié cette proposition de « dangereuse intrusion dans la relation médecin patient ».

Conclusion

- 16 Les deux années de présidence de D. Trump ont été marquées par une multitude de propos sexistes et misogynes, par la nomination de pions stratégiques à tous les échelons institutionnels, dont deux juges ultraconservateurs à la Cour suprême, une cascade de décrets, de mesures et de propositions de lois limitant l'accès à la contraception et à l'avortement. Non seulement, ces deux années annoncent une vision apocalyptique des droits reproductifs des Américaines pour les décennies à venir, mais elles représentent également une atteinte à la liberté individuelle de tout couple et de la femme en particulier. Le projet d'amendement du *Title X* va encore plus loin car il s'attaque à la question fondamentale de l'égalité en matière d'accès à des soins basiques et essentiels. Ainsi le droit à la mammographie ou encore le dépistage du cancer dépendra du milieu socio-économique ou du groupe ethnique. Par ailleurs, empêcher les femmes de contrôler le nombre de leurs grossesses a des conséquences sur leur choix professionnel, l'évolution de leur carrière et donc à plus long terme sur leur égalité dans la société
- 17 L'instrumentalisation de la question du contrôle du corps des femmes est devenue un enjeu de lutte partisane. Les débats clivants autour de la nomination de Brett Kavanaugh en octobre 2018 ont confirmé l'évolution d'un Parti républicain, qui sous couvert d'une rhétorique religieuse et moralisatrice, entend bien instaurer une culture de la vie au détriment du droit des femmes. Appuyés par un président se faisant le chantre de l'abrogation de l'arrêt *Roe v. Wade*, les ultraconservateurs comptent gagner la guerre culturelle autour du corps des femmes. La polarisation de la question de l'avortement n'est aussi que le reflet des luttes de pouvoirs à tous les niveaux de l'institution américaine : entre État fédéral et États fédérés, entre exécutif et législatif et entre une société civile de plus en plus divisée. La judiciarisation des droits des femmes et des droits du fœtus met en évidence une hiérarchisation des droits, où le statut de « patient » accordé au fœtus semble justifier les politiques publiques néfastes ciblant les femmes.
- 18 Les mouvements féministes américains progressistes réussiront-ils à rassembler leurs forces et à coordonner leurs actions aux urnes afin de neutraliser l'acharnement de Trump contre les droits des femmes et du contrôle des naissances. Parviendront-ils sur le plus long terme à contrer la volonté des groupes pro-vie d'instaurer une culture de la vie ? Ou au contraire, les États-Unis se dirigent-ils vers un retour de l'histoire traumatisante de l'avortement clandestin, qui ciblerait, comme dans le passé, les femmes les plus démunies ?

BIBLIOGRAPHIE

Collins, Gail, "Mike Pence Pulls President Trump Strings", *The New York Times*, 26 janvier 2017.

Faludi, Susan, *Backlash, The Undeclared War Against Women in America*, New York, Doubleday, 1991.

Guttmacher Institute, States Hostile to Abortion Rights, 2017, January 2, 2018, <https://www.guttmacher.org/infographic/2018/states-hostile-abortion-rights-2017>. Page consultée le 3 septembre 2018.

Human Life Action, *Human Life Amendment*, <https://www.humanlifeaction.org/issues/human-life-amendment>. Page consultée le 3 septembre 2018.

Naral Pro-Choice, "Fake Health Centers", <https://www.prochoiceamerica.org/issue/fake-health-centers/Page>. Page consultée le 15 septembre 2018.

NOTES

1. Avant 1973, l'accès à l'avortement relevait de la compétence de chaque État qui pouvait l'interdire ou l'autoriser sous certaines conditions.

AUTEUR

FATMA RAMDANI

Maître de conférences. Civilisation américaine – Études de genres. Laboratoire Cecille EA 4074.
Université de Lille